

# La politique de Gorter

*Des circonstances indépendantes de notre volonté ont retardé la publication de l'article suivant du professeur Pannekoek : perte d'un premier manuscrit entre la Hollande et Paris, puis difficultés de traduction. Ce retard aura pourtant un avantage imprévu, digne d'être signalé : les camarades qui éditent à Amsterdam l'hebdomadaire socialiste De Vlam ont formé un comité pour la commémoration du vingt-cinquième anniversaire de la mort de Gorter et ils publient en même temps que nous l'article de Pannekoek.*

Dans un article du numéro 50 de la R.P. (mai 1951, page 171), où S. Tas parle de Herman Gorter, celui-ci est désigné comme « un assez mauvais politique ». Il semble nécessaire de suppléer à cet article par quelques remarques sur le caractère positif de la politique de Gorter.

Gorter adhéra au parti socialiste lorsqu'il eut découvert et étudié le marxisme. Il y avait puisé la conviction que le prolétariat ne peut acquérir la direction de la société que par la lutte de classe contre la bourgeoisie, et qu'ainsi il anéantira le capitalisme. Il était alors d'avis, comme toute l'aile radicale du parti, qu'une bonne politique parlementaire pouvait être un moyen efficace pour organiser les masses ouvrières, y éveiller la conscience de leur classe et, par là, accroître leur puissance à l'égard de la bourgeoisie dominante. Pour cela les socialistes au Parlement auraient dû s'opposer vigoureusement aux politiciens bourgeois, représentants des classes dominantes. C'est un malentendu de dire que cette politique voulait transformer le monde d'un seul coup. Le but de cette politique était d'augmenter la force du prolétariat afin qu'il soit capable, par une série de combats, d'accéder au pouvoir. C'est dans la politique du parti socialiste allemand que l'on voyait l'incarnation la plus précise de cette prise de position radicale.

A cette attitude s'opposait le réformisme qui cherchait, par des compromis avec les autres partis, à atteindre des réformes qui devaient rendre le capitalisme supportable. Dans les pays occidentaux, à cause d'un développement plus long et plus lent du capitalisme les contrastes des classes sociales étaient marqués de façon moins aiguë qu'en Allemagne, avec sa montée fiévreuse du capitalisme industriel. Aussi le réformisme domina généralement l'action pratique des partis socialistes. C'est contre cette pratique que fut dirigée la lutte des marxistes hollandais, parmi lesquels se distingua Gorter, parce qu'ils étaient d'avis que les réformes ne pouvaient pas être acquises par la ruse des politiciens, mais seulement par la puissance de la classe ouvrière. Une seule fois ils remportèrent le succès. Mais finalement, ils furent exclus. Dans les autres pays occidentaux, cela ne fut même pas nécessaire ; le réformisme des parlementaires, la « bonne politique », régna en maître absolu. Si nous embrassons à présent les résultats de cette politique, nous voyons qu'après un demi-siècle de réformisme, le capitalisme se dresse plus puissant que jamais, la société est menacée d'annihilation, cependant que les travailleurs doivent continuer à lutter pour leur morceau de pain.

En Allemagne, le réformisme continua à gagner pratiquement en influence, bien qu'il ne fut pas, théoriquement, reconnu devant l'acuité de la lutte des classes. C'est ici que naquit, parmi les marxistes et les cercles les plus progressifs du prolétariat, la conviction qu'on ne pouvait arriver au pouvoir par des moyens purement parlementaires. Il fallait, pour cela, une

action des masses, des travailleurs eux-mêmes. Le Parti prit des résolutions sur les grèves générales et on commença par des démonstrations pour le droit de vote. Leur étendue et leur force effrayèrent les chefs du parti plus encore que la classe dominante ; on y mit fin par crainte de leurs conséquences et toutes les forces furent canalisées sur les élections et la politique parlementaire. Seule, une minorité, « l'extrême gauche », poursuivit la propagande en faveur de l'action de masse. La bourgeoisie allemande, dans sa puissance inébranlée, put se préparer sans rencontrer d'obstacles à conquérir la puissance mondiale. Naturellement, Gorter se tint aux côtés de l'extrême gauche, dont la politique était aussi la sienne.

Puis le danger de guerre devint toujours plus menaçant. Les socialistes et les pacifistes de France et d'Allemagne organisèrent à Bâle en 1912 un congrès de la Paix. On y prononça de beaux discours solennels contre la guerre. Gorter s'y rendit pour y provoquer une discussion sur les moyens pratiques de lutter contre la guerre. Il devait, mandaté par un certain nombre d'éléments de gauche, proposer une résolution selon laquelle, dans tous les pays, les travailleurs devaient discuter du danger de guerre et envisager la possibilité d'action de masse contre la guerre. Mais il ne put prendre la parole. La direction du congrès refusa toute discussion sur les moyens et sur les méthodes. Il s'agissait, soi-disant, de ne pas détruire l'impression de notre imposante unité. En réalité on craignait les conséquences de telles luttes de masse. Les gouvernements n'étaient pas trompés par les apparences, ils savaient maintenant qu'ils n'avaient aucune résistance sérieuse à attendre dans les partis socialistes. La « mauvaise politique » de Gorter, qui voulait empêcher la guerre par tous les moyens, avait été repoussée, la « bonne politique » des politiciens des partis resta dominante, elle s'imposa au prolétariat et conduisit bientôt l'Europe à la première guerre mondiale.

Dans cette guerre les politiciens socialistes se révélèrent comme étant ce qu'au fond ils avaient toujours été : des politiciens nationalistes, c'est-à-dire des politiciens bourgeois. Dans chaque pays ils soutinrent leur propre gouvernement, l'aiderent à contenir les travailleurs et à opprimer toute résistance contre la guerre. Tout ceci était de la bonne politique de politiciens habiles. La « mauvaise politique » de Gorter consista à essayer, dans ses brochures sur l'impérialisme et la révolution mondiale, d'éclairer les travailleurs sur les causes de la guerre et la nécessité de la révolution après la guerre.

Lorsqu'en 1918 la guerre fut terminée, la révolution éclata en Allemagne. Ou, plus exactement, le 6 novembre, la révolution éclata à Kiel, et trois jours après, la contre-révolution éclata à Berlin : Ebert, le chef du parti socialiste arriva au gouvernement pour réprimer, en union avec les généraux, les actions des travailleurs

révolutionnaires. Naturellement Gorter était aux côtés de Karl Liebknecht, de Rosa Luxembourg et des spartakistes... L'action des travailleurs fut abattue par les militaires, Liebknecht et Rosa furent assassinés. Ebert, modèle du politicien socialiste était vainqueur ; en bon politique, il ramena en Allemagne la bourgeoisie au pouvoir et fut son premier président.

En 1917, la Révolution russe avait anéanti le tsarisme et amené les Bolchevicks au pouvoir. Dans tous les pays les travailleurs s'agitèrent et des groupes communistes se formèrent. Gorter, naturellement, fut aussitôt de tout cœur à leur côté. Il vit là le début de la révolution mondiale, et, en Lénine, son chef suprême ; dans les mouvements de grève, en Russie, il vit le début d'une nouvelle forme d'action indépendante des travailleurs et dans les soviets le début d'une forme nouvelle d'organisation du prolétariat révolutionnaire. Mais bientôt apparurent les divergences. Quand la défaite des spartakistes en Allemagne eut empêché une révolution mondiale, Lénine chercha en revenant à la tactique du parlementarisme à gagner les ailes gauches des partis socialistes. La majorité des communistes allemands s'y opposa vigoureusement. Ils furent exclus, et c'est contre eux que Lénine écrivit sa brochure sur « la maladie infantile ». Cette action de Lénine signifia la fin de la révolution russe comme un facteur positif de la révolution prolétarienne mondiale. Gorter, comme porte-parole de l'opposition, y répliqua par sa brochure « Réponse à Lénine » (1). Deux conceptions fondamentalement différentes s'opposent dans ces deux œuvres. Lénine était un grand politicien, beaucoup plus grand que tous ses contemporains socialistes, parce qu'il avait, en effet, des tâches et des objectifs plus grands. Sa tâche historique, en tant que chef du parti bolchevick, était de relever la Russie de sa forme de production primitive et agraire à l'industrialisation, au moyen d'une dictature sociale et politique qui conduisit au socialisme d'Etat. Et parce qu'il ne connaissait le capitalisme que de l'extérieur et non pas de l'intérieur, il crut pouvoir libérer les travailleurs du monde entier en en faisant les cohortes disciplinées du « parti communiste ». Ils n'avaient plus qu'à suivre dès lors l'exemple russe. Gorter répliquait à cela qu'en Russie la Révolution n'avait pu vaincre que grâce à l'aide des masses payannes, et que, précisément, cette aide manquait à l'Ouest, où les paysans eux-mêmes sont propriétaires. En Russie on n'avait à se débarrasser que d'un despotisme asiatique pourri. A l'Ouest les travailleurs s'opposent à la puissance formidable du capitalisme. Ils ne s'en libéreront que s'ils s'élèvent eux-mêmes au degré de la force révolutionnaire, de l'unité de classe, de l'indépendance, de l'intelligence. La politique de Lénine a, logiquement, par la suite, abouti en Russie au stalinisme, elle a divisé le prolétariat de l'Occident et l'a rendu impuissant par le quasi-révolutionnarisme fanatique et vantard du parti communiste. Dans les années après 1920, Gorter en liaison avec les petits groupes de l'extrême gauche, a travaillé à clarifier l'idée de l'organisation des conseils de travailleurs et a ainsi collaboré à un futur renouveau de la lutte de classe du prolétariat. Pendant ce temps les politiciens socialistes de la deuxième Internationale, parlementaires et ministres, étaient oc-

(1) C'est une erreur de fait lorsque Tas désigne la brochure de Lénine comme une « formidable réponse » à celle de Gorter. L'ordre de succession était précisément l'inverse.

cupés à renflouer pour la bourgeoisie le capitalisme en faillite, sans néanmoins arrêter les crises ni pouvoir estomper les contrastes de classe. C'est ainsi qu'ils préparèrent l'avènement d'Hitler et la deuxième guerre mondiale.

Si nous embrassons d'un coup d'œil toute l'histoire politique du dernier siècle, nous voyons constamment l'opposition de deux méthodes politiques, qui sont elles-mêmes une expression de la lutte des classes. Pourquoi l'une est-elle appelée bonne et l'autre mauvaise politique ? La politique est l'art de dominer les hommes. Les politiciens habiles s'efforcent de réformer, c'est-à-dire de rapiécer l'ancien système de domination suranné et vacillant, ou, quand sa chute est inévitable, d'ériger un nouveau système de domination. C'est là ce qu'on appelle de la bonne politique. D'autres s'efforcent d'aider les masses exploitées à acquérir la force de se délivrer elles-mêmes de toute exploitation et domination. Ce sont ceux qui, en argot parlementaire, sont appelés mauvais politiques.

Ant. PANNEKOEK.

## LA MORT DE DEWEY

John Dewey est mort à New-York le 1er juin 1952, à l'âge de 92 ans. Il s'agit du penseur, philosophe et éducateur qui a exercé le plus d'influence sur la formation de la jeunesse américaine actuelle — de l'un des pionniers de l'Education Nouvelle dont l'action plus profonde et plus efficace que celle de Maria Montessori ne peut être comparée qu'à celle de Decroly en Europe — qui a fourni des programmes d'enseignement à des nations en pleine évolution comme le Mexique, le Japon, la Chine, la Russie, la Turquie, l'Afrique du Sud, qui porta lui-même ses idées dans la plupart de ces pays et particulièrement en Russie en 1928.

Je ne suis évidemment pas capable de disserter sa philosophie. De grands esprits peuvent mépriser son « pragmatisme », son « instrumentalisme ». Ces débats échappent à ma compétence.

Tel cet ancien cité par Montaigne « je hais la philosophie qui n'est qu'en paroles ». C'est par l'action et les réalisations de John Dewey que nous voulons juger ses idées. Il fut non seulement un théoricien, mais un praticien de l'éducation nouvelle. Il a patronné la propagande de la seule organisation syndicale de l'Enseignement existant aux U.S.A. Démocrate militant, implacable ennemi du fascisme et du nazisme, capable de consacrer une curiosité sympathique à la grande expérience russe, il n'a pas hésité à intervenir dans l'affaire des procès de Moscou et à risquer son autorité, à contre-courant, dans cette formidable « Affaire Dreyfus » internationale.

Bien supérieur à ces maîtres qui s'offrent comme drapeaux ou porte-drapeaux à des mouvements populaires puissants, il ne peut être comparé qu'à l'Emile Zola de **J'accuse**, au Victor Hugo de **l'Ultima verba**.

Cependant, sa fin n'a provoqué aucune curiosité, son nom n'éveille aucun écho. Pas un mot dans les publications officielles ou officieuses de l'Education Nationale ni dans les revues de gauche ou d'extrême-gauche. Pas un mot dans l'**Ecole Libératrice** qui — au temps de Lapiere — consacra quelques études à l'œuvre de Dewey. Pas un mot dans l'**Ecole Emancipée** qui n'a pas évoqué l'historique rencontre entre John Dewey — apôtre de la liberté — et Léon Trotsky — apôtre de la Révolution. A ma connaissance, le Secrétariat professionnelle de l'Enseignement (en liaison avec la C.I.S.L.) n'a même pas salué le maître disparu. On ne peut que recommander à nos amis de lire dans **Preuves** de juillet et d'août 1952, les deux remarquables articles qu'Alfred Rosner a consacrés à l'homme et à l'œuvre.

Quant au silence des autres... s'il est signe d'ignorance, on peut les plaindre... ou les mépriser s'il s'agit tout simplement d'une nouvelle soumission au parti pris antiaméricain.

R. H.